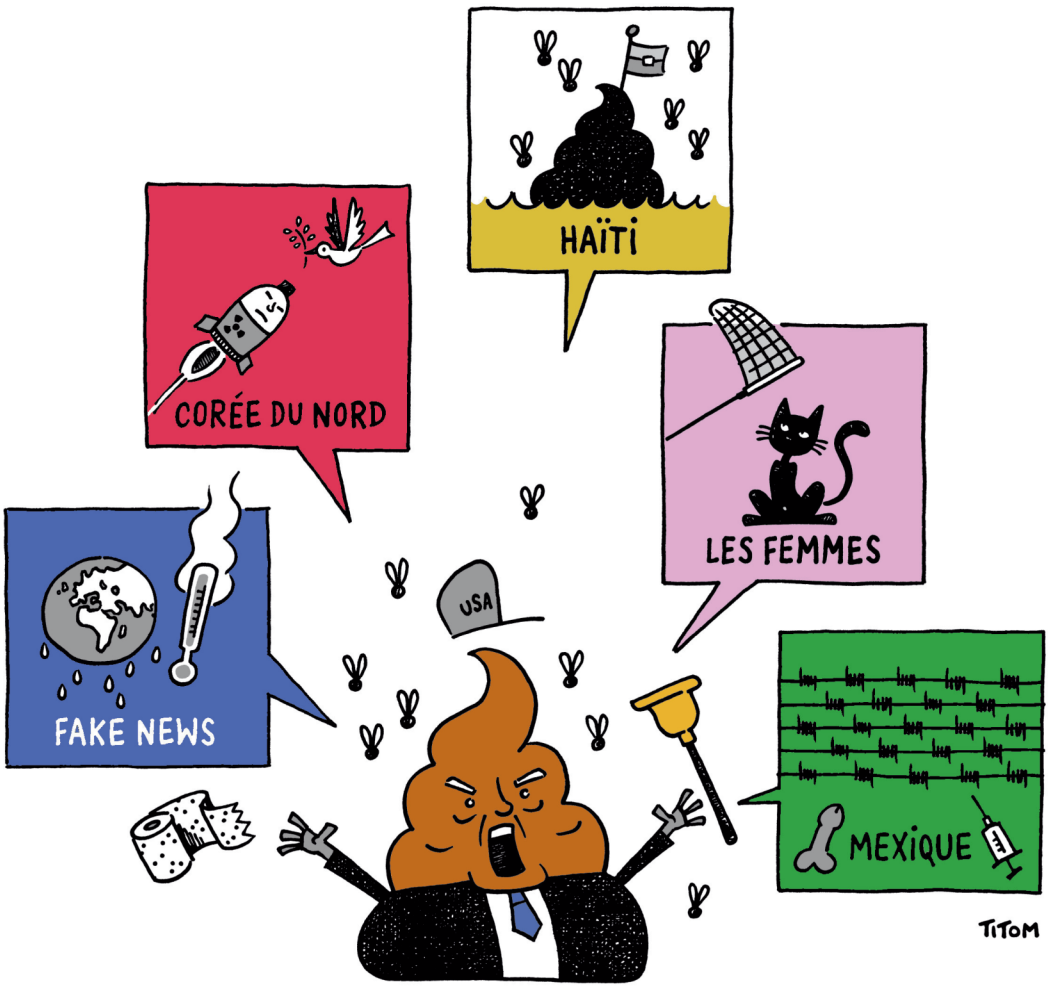
SE RÉAPPROPRIER ENSEMBLE L'AVENIR DE NOTRE MONDE

ATTAC-LIÈGE

Trimestriel de liaison et d'information du groupe Attac-Liège (asbl) • n° 98 • septembre octobre 2019

Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne

Belgique -Belgie
P.P.
40-49 LIÈGE X
P 204082



DONALD TRUMP
UNE ÉPIDÉMIE DE DIARRHÉE VERBALE À LUI TOUT SEUL

▸ Nos rendez-vous

Jeudi 24 octobre, 19 h

Clim'ATTAC, L'Illusion verte, ULiège

Samedi 26 octobre, 10 h

Jean-Jacques Jespers à Seraing

Mardi 19 novembre, 19h30

Repair class, Tout savoir sur la Libra au Beau -Mur

Éditeur responsable : Christine Pagnoulle, rue du Beau-Mur, 48 ▪ 4030 LIÈGE ▪ Bureau de dépôt, Liège X

→ ÉDITO

POURQUOI?

Pourquoi, par ces temps d'urgence climatique (comme on dit désormais), nos décideurs s'acharnent-ils dans leur projet d'extension de l'aéroport de Liège et d'implantation du géant chinois Alibaba, avec ses hectares de terre transformés en pistes et hangars, ses norias de camions ?, **Pourquoi** perpétuent-ils un système commercial qui nous mène à notre perte ?

Pourquoi, par ces temps d'urgence climatique, nos décideurs s'obstinent-ils à imposer des taux d'agrocarburant alors qu'il est démontré que cela prive les populations les plus pauvres de nourriture nécessaire et contribue à la déforestation ?

Pourquoi, par ces temps de misère sociale, nos décideurs choisissent-ils de pourfendre la 'fraude sociale' et de favoriser les emplois précaires au lieu de s'en prendre à l'évasion fiscale ?

Pourquoi leur seule boussole reste-t-elle la croissance du PIB, alors qu'il a été démontré que cette croissance depuis plus de 20 ans s'accompagne d'une réduction du Bien-être et d'une augmentation des inégalités ?

Pourquoi confinent-ils aussi efficacement une information correcte sur l'étendue de la contamination radioactive, faute de pouvoir confiner les radiations ?

Mais aussi – *qui* sont nos décideurs ?

Et puis, me direz-vous, **pourquoi** ce bulletin nous arrive-t-il aussi tard ?

C'est que nous voulions le transformer, changer de format, de présentation, de titre, que nous avions espéré y travailler cet été, et puis que – bien sûr – l'été s'est encouru. Alors les grands changements, s'il y en a, ce sera pour 2020. Mais si possible avec vous. Vous convient-il tel quel ? Quelles modifications souhaitez-vous ? N'avez-vous pas une réflexion, un article à partager ? des dessins à suggérer ? Toutes vos suggestions sont les bienvenues ! (Spontanées, orales ou écrites, ou en complétant le questionnaire sur notre site à l'onglet périodique.)

Entre-temps, nous poursuivons notre travail de formation et de vigilance citoyenne.

À Seraing, le cycle «Démocratie en déliquescence» aborde l'évasion fiscale le 5 octobre avec Christian Savestre, le 26 octobre Jean-Jacques Jespers en personne viendra parler de «Réseaux numériques et information : danger pour la démocratie ou danger de la démocratie ?», le 9 novembre, en contre-point , le documentaire *Le meilleur suffit* retrace l'histoire des coopératives et le 7 décembre Didier Palange montre le danger des accords dits de libre-échange.

À Liège, nous continuons les *Repair Classes de l'économie*, avec une séance sur les banques coopératives, une sur le danger de monnaies comme la Libra et une sur le pouvoir exorbitant des multinationales, et nous lançons un cycle de ciné-débats intitulé Clim'ATTAC.

Nous espérons vous retrouver nombreux, aussi lorsqu'il s'agira d'actions de protestation notamment contre le développement de l'aéroport de Liège, et contre les cadeaux aux multinationales… Bref, pour un monde plus juste et une planète vivable

APRÈS LA STRATÉGIE DE LISBONNE
LA STRATÉGIE 2020

ATTAC-Liège
Centre liégeois du Beau-Mur,
Rue du Beau Mur, 48
4030 Liège
Tél : 04 349 19 02
info@liege.attac.be
https://liege.attac.org

COTISATIONS (**indexées au 1er janvier 2019**)

→ 10 € pour les étudiants, chômeurs, temps partiels, retraités (ou 2,50 €/trois mois*)
→ 20 € pour les actifs (ou 5 € /trois mois*)
→ 40 € pour les associations(ou 10 € /trois mois*)
* si vous optez pour l'ordre permanent
Compte bancaire
BE70 0013 3246 2425

Haro sur la Libra

Nicolas Franka

Juin 2019, l'Association Libra annonce la création d'un nouveau jeton monétaire : la Libra. Une monnaie programmée pour lancement sur le marché international au premier semestre 2020. L'annonce serait passée inaperçue si le géant Facebook et ses nombreuses filiales dont Calibra n'étaient pas à la manœuvre. Ces géants de l'informatique ont rassemblé autour d'eux vingt-six autres multinationales pour former ce qui constitue le premier conglomérat monétaire de grande ampleur qui soit totalement privé.

Depuis, les gouvernements et instances monétaires tremblent, ou se réveillent devant l'arrivée d'un nouveau concurrent sérieux face aux monnaies nationales. Le monopole de création monétaire publico-bancaire est mis à mal. Et déjà certains dirigeants européens ont fermé la porte à l'initiative. Outre-Atlantique, c'est David Marcus à la tête de Libra et ancien PDG de Paypal qui a été convoqué devant le Congrès pour répondre des légitimes inquiétudes que l'initiative soulève, y compris dans le camp conservateur.

Car les multinationales qui soutiennent le projet ont de l'expérience dans le numérique. On compte notamment les géants du service de paiements comme Mastercard, PayPal ou Visa, les jeunes pousses aux dents longues de l'informatique biberonnés dans la Silicon Valley comme Booking, eBay, Spotify ou Uber, parmi d'autres. Mais on compte également les experts de la technologie Blockchain (Anchorage, Coinbase Inc., …) et naturellement, cinq grands fonds d'investissements, sans doute pour leur expertise en philanthropie. Un club ouvert à tous, dont le ticket d'entrée est fixé à 10 millions de dollars et la mise à disposition de serveurs pour le calcul des transactions.

Mais qu'est-ce que la Libra ?

La Libra est un jeton numérique. À l'instar des Bitcoins et autres, il s'agit donc d'une unité de compte pouvant servir de monnaie et n'existant que sous forme numérique. Mais la comparaison s'arrête là !

La lecture du White-Paper, document décrivant les détails techniques de la mise en place de la monnaie, dévoile plus de détails sur les véritables intentions de l'Association. Bien qu'ils parlent d'utilisation de la technologie Blockchain et de vouloir maintenir une valeur stable pour leur jeton, la Libra n'est pas une crypto-monnaie du type Bitcoin, ces crypto-monnaies de première génération n'ayant aucune valeur intrinsèque et ne servant aujourd'hui que d'outil de spéculation pour technophile. Les utilisations pratiques en termes de « monnaie » restent par ailleurs très limitées pour ces unités. Pareillement, depuis plusieurs années certains jetons ont essayé de maintenir leur valeur, sans succès pour le moment. Ces monnaies appelées Stable coins mettent des actifs en couverture des jetons émis. Mais cette promesse n'engage que ceux qui y croient dans la mesure où les contrats établis avec les utilisateurs sont leur seule garantie.

La magie de la Libra est de surfer sur toutes ces vagues à grand coup de marketing pour offrir un jeton dont la valeur sera fluctuante aux conditions du marché. Lisez, manipulable à souhait. Même les analystes s'y trompent. Car aucune contrainte légale ne limite le droit de l'Association basée en Suisse à faire descendre ou monter le cours de cette unité de compte comme bon lui semble. Bien entendu, cela ne risque pas de se produire dès le début, car une Libra plus ou moins stable voire en légère croissance attirera les utilisateurs et le chaland trader de salon. L'usage répété (et abusif) des termes comme « stable », ou « Blockchain », « décentralisé » et autres « OpenSource » ne feront que convaincre certains réticents amoureux de ces technologies sans pour autant qu'elles soient effectivement utilisées.

Une monnaie de destruction massive

Ce qui fait craindre le pire aux observateurs, et à raison, c'est la force de frappe de ce conglomérat. Avec 2,6 milliards d'utilisateurs au bas mot, comptant toutes les plateformes partenaires de Facebook, le marché est incomparable, même relativement à ce que connaissent les monnaies de cours légales, exception faite de l'hégémonique Dollar US si l'on considère les travailleurs des structures internationales faisant leurs transactions dans cette devise.

L'association dispose d'une large base de clientèle mais surtout, d'une facilité d'accès incomparable à leurs concurrents légaux ou bancaires. La Libra semble bien positionnée pour atteindre son objectif : monétiser les 1,7 milliards d'habitants de la planète non-bancarisés. Car c'est bien la cible. Toutes ces personnes qui n'ont aucun accès à un service bancaire, aux quatre coins du monde, et qui bénéficieraient alors d'un « lieu de dépôt » pour leurs petites économies, d'un moyen de paiement efficace, peu cher et à disposition en permanence. Les pauvres sont toujours, comme le savent les banques et les vendeurs télécoms, un excellent marché.

Une lutte capitalicide

Le secteur bancaire est réputé détenir deux monopoles : l'opération des paiements, et la garde des dépôts. Avec cette unité, Facebook deviendrait un sérieux concurrent du système bancaire en permettant des transferts internationaux, dont les versements à l'étranger. En effet, pour beaucoup ces transferts d'argent vers le pays d'origine entraînent des frais pouvant allégrement dépasser les 7% et sont d'une nécessité impérieuse pour la famille qui les reçoit.

L'offre est trop belle pour être refusée, et c'est ce qui nourrit toutes les craintes. Car quid du contrôle populaire, ou à tout le moins de l'État, sur les transactions internationales ? La porte est ouverte au blanchiment si ces transferts ne sont pas régulés. La technologie Blockchain permettant la pseudonymisation ouvre la voie à tous les fantasmes.

Pile je gagne, face tu perds

L'association va également assurer le service de conservation des dépôts. En pratique, chaque fois que vous changez vos euros, dollars, Yen, peu importe, en Libra, ces montants sont ensuite conservés par l'association qui constituera ainsi une réserve dont les proportions peuvent faire froid dans le dos au vu du marché qui se présente à elle. Mais le diable, comme toujours, est dans les détails. L'association ne promet d'aucune manière la conservation de la valeur des jetons proportionnellement à la réserve détenue. Vous pourriez échangez 10€ aujourd'hui et ne pouvoir récupérer que 9€ demain. Sans compter les frais de changes qui permettront à l'association de juteux profits.

En réalité, l'Association Libra a créé deux monnaies. La deuxième, ce sont des jetons actionnariaux. Ils permettent aux membres de l'Association de valoriser les profits réalisés par les activités du fond de réserve. Car l'Association est bien une association sans but lucratif. On en rigolerait.

En somme, quand l'Association investit vos euros, elle conserve les profits et elle les transfert dans les jetons d'investissement. Et quand la valeur de la réserve diminue, les utilisateurs assument les pertes. Socialiser les pertes, privatiser les profits. Un classique.

Où s'arrêtera Libra ?

En plus d'être un concurrent aux services de paiements bancaires traditionnels, au business de garde des dépôts, rien n'empêche d'imaginer que l'Association se lance tôt ou tard dans le crédit, jusqu'ici chasse gardée du secteur bancaire. Ce qui permettrait à l'Association d'émettre des Libras en échange de contrats dont ils devraient assurer la reconversion eux-mêmes. A moins que certains Etats flanchent sous le chantage de l'organisation. Car le poids politique de l'Association est amené à grandir et peut devenir insoutenable s'il n'est pas correctement contenu. En effet, s'il s'avérait qu'une grande quantité de dépôts soit détenu, la manipulation potentielle du cours, comme la fuite de capitaux ultra rapide que la plateforme permettrait, serait une menace pour les propres devises nationales. Tant pour les mouvements de capitaux que pour le maintien de la valeur des devises nationales.

Comme toujours ce seront les plus faibles qui en feront les frais. D'une part, les pays pauvres ne peuvent fournir les mêmes services que la plateforme, à tout le moins, pas partout, et les quantités en dépôt risquent d'augmenter. D'autre part, la menace d'une attaque sur les monnaies nationales deviendrait plus sérieuse à mesure que les débouchés offerts par les jetons augmenteront dans les commerces de plus en plus soumis à leurs intermédiaires informatiques et poussés par la croissance de la consommation en ligne.

Monopole des données

La gestion effective des portefeuilles numériques ou wallets, utilisables depuis un smartphone, sera géré par l'organisation Calibra, cousin de Facebook dans ce jeu de poupées russes. Calibra est déjà réputé pour sa diligence dans le traitement d'informations privées. Car c'est bien l'enjeu. Avec 2,6 milliards d'utilisateurs toutes plateformes et tous services confondus, ce conglomérat est un des acteurs les plus puissants de la nouvelle économie de l'information. Et l'information, au XXIe siècle, c'est le pouvoir.

Face aux enjeux systémiques que pose cette monnaie internationale, soutenue par d'énormes intérêts économiques et destinée à inonder les pays dits en voie de développement, cette unité de compte dont le succès commercial ne laisse aucun doute peut bouleverser les précaires équilibres monétaires et capter dans la foulée un pouvoir qu'aucune instance privée ne devrait même envisager : contrôle des données, du crédit, des moyens de paiement et même de la valeur des avoirs détenus par les particuliers.

Une analyse plus détaillée de cet outil fera suite. Mais il apparait déjà impérieux d'éradiquer la tumeur avant qu'elle ne se répande et qu'il ne soit trop tard.

De Liège à Chiny à pied : Migrations libres !

Sarah Walin

Tout a commencé par une blague de Mohammed. Un an auparavant, l'asbl Gâche warache avait accueilli des membres de Migrations Libres à Chiny. Nous étions en train d'en parler dans la petite cuisine où nous passons une grande partie quand Mohammed s'est exclamé « Allons-y à pied hein à Chiny cette année! ». Des mots qui ne sont pas tombés dans les oreilles d'un sourd. Deux mois plus tard, nous voilà en route, rejoints par une multitude de citoyens. Parc de la Boverie, sac au dos, chaussures de marche au pied. Et Mohammed qui sourit à moitié. « Mais putain qu'est-ce qu'il m'a pris de lancer ça!? »

Mohammed, Thierry et moi-même, avec bon nombre d'autres bénévoles, migrants ou non, faisons donc partie de Migrations Libres. A Migrations Libres, nous apportons d'abord une réponse humanitaire à une situation d'urgence, subie par ceux qu'on appelle « migrants ». Ces derniers, fuyant leur chez-eux pour des raisons aussi diverses que les guerres, les famines, les dictatures, des situations économiques déplorables ou d'autres raisons plus personnelles, sont en quête d'un avenir qu'il ne leur est pas possible de construire là où ils sont nés. Le collectif Migrations libres s'est constitué pour répondre au désengagement de notre gouvernement face à cette situation, dans le sillage de la plateforme d'hébergement citoyenne. En mettant nos ressources en commun, nous hébergeons, mettons à disposition nourriture et douche et tentons de faciliter un accès aux soins de santé et à l'aide juridique, pour 8 à 10 personnes à raison d'une à deux fois par mois. Nous estimons cependant que cette réponse humanitaire n'est pas suffisante et portons également des actions et revendications adressées aux politiques, dans le but de changer les politiques mises en place concernant l'immigration, auxquelles nous nous opposons fermement.

Cette marche de dix jours à travers les Ardennes, jusqu'à Chiny, avait donc notamment pour but d'interpeller les citoyens et politiques quant à la question migratoire et la situation des personnes migrantes sur notre territoire, avec comme objectif de concrétiser une Wallonie, Région Hospitalière, qui se montrerait ouverte à un accueil digne, contrastant avec la montée en flèche des extrêmes droites.

Me voilà donc, carte à la main, à devoir guider ce groupe d'une trentaine de personnes à travers bois pendant 20km chaque jour afin d'atteindre notre destination. Dans ces bois, nous ne croisons quasiment personne, et souvent cette question flotte dans l'air : Qu'est ce qu'on fout là, à mettre un pied devant l'autre au fin fonds des Ardennes, pendant que les uns construisent des murs toujours plus hauts et des discours toujours plus haineux chaque jour. Et que les autres s'y fracassent.

Ce que nous faisons d'abord, c'est qu'on s'y rencontre et qu'on rassemble. Nous sommes tous là pour la même cause, toutes générations, toutes origines, tous milieux confondus. Avec ou sans papiers, chacun son vécu, chacun ses expériences, chacun une vision propre, chacun son caractère aussi. Le groupe est hétérogène et évolue chaque jour. Certains nous rejoignent, d'autres s'en vont. On rencontre donc l'autre, les autres. On échange, on partage, on s'enrichit.

Ce que nous faisons aussi, c'est qu'on propose de troquer nos lunettes. Pour regarder les migrations avec un regard autre que celui qui nous est imposé quotidiennement par les médias dominants. Ces migrants-là ils marchent avec nous. Il y a les timides, les faux-timides, les fêtards, les râleurs, les discrets, les têtus, les marrants, les entreprenants. Il y a autant de personnalités et de situations que de personnes qui migrent. Il y a des êtres humains complexes dans des situations complexes. Là où leurs lunettes montrent l'invasion, les nôtres montrent des vécus et réalités diverses et spécifiques à chacun. Là où elles montrent la menace, les nôtres montrent l'opportunité d'échange, de partage et de progrès commun. La où elles cèdent à l'angoisse et la peur, les nôtres revendiquent la rencontre et la solidarité. Là où elles opposent les pauvres d'ici et les pauvres d'ailleurs, nous, on décide de ne pas les opposer, de ne pas lutter contre les pauvres, mais contre la pauvreté et les mécanismes qui l'entretiennent.

Ce que nous faisons, surtout, c'est que, là où on passe, on clame. On clame sans cesse, que non tout ne nous oppose pas, que non nos différents peuples ne sont pas « incompatibles ». On dénonce que ceux qui mettent en exergue nos différences tentent de nous diviser. On revendique l'émancipation et le droit à la dignité de chacun. On revendique le vivre ensemble, que les différences font la richesse. On revendique la lutte commune contre un même système qui fait partir les uns de chez eux et les dresse en bouc émissaire là où ils atterrissent ou s'échouent.

Chaque jour, c'est le même rituel. Lever. Ranger les lits. Faire les sacs. Mettre la table. Manger. Ranger la table. Départ. Ça discute, ça se perd, parfois. Ça ri-

gole, ça s'énerve aussi. Ravitaillement. Dégustation. Chaleur. Tiens, c'est pas mal la région quand même. Arrivée en ville. Soulagement. Mais pas fin. Monter la tonnelle. Arborer la banderole. Aller rencontrer les gens. Flyer. Sensibiliser. Faire face aux réactions pas toujours bienveillantes. Remise d'une lettre aux autorités locales. Sourires. Poignées de mains. Faux sourires. Questionnements.

Mais chaque jour est aussi une aventure et les accueils varient. Nous voguons entre des accueils chaleureux avec des habitants soutenants et solidaires, l'improvisation de mini-manifestations à certaines arrivées, la visite de centres de la Croix rouge, et parfois aussi, les réticences de certains bourgmestres, qui nous restreignent dans nos initiatives sous couvert de « volonté de ne pas déranger les touristes » ou « d'un électorat conservateur, mais, je reste quand même de gauche ». Rassurant.

Nous sensibilisons donc, à travers des débats, des projections de films, des pièces de théâtre, ou simplement des repas partagés. Zimako Mel Jones a vécu dans la jungle de Calais et dans son film en dresse un portrait de l'intérieur. La pièce montée par la voix des sans papiers, concentré de vécus, ressentis, désillusions et espoirs. Un ciné débat à la foire de Semel, pour expliquer le lien pas toujours évident entre agriculture et élevage intensifs et migrations. Une pièce dénonçant les précarités, tentant de faire le pont entre celles d'ici et d'ailleurs plutôt que de les opposer. Des fêtes, aussi, des feux, des guitares, des chansons. Il y a eu des rencontres. Des « il y en a trop », des « pourquoi eux ont droit à tout, alors que moi, seule avec ma fille, je n'ai même pas droit à une bourse pour ses études », des « qu'ils aillent reconstruire leur pays ». Des ignorances, des raccourcis, des discussions animées, des arguments, des confrontations, des causes perdues aussi. Il y a aussi eu des « quelle belle intitiative », des «on vous soutient », des émotions partagées, du lien.

Nous avons revendiqué chaque jour que nous sommes tous humains de souche.

Nous avons revendiqué chaque jour que nous n'acceptons plus ce système, qui justifie tout au nom du libre-échange, là où la libre circulation des personnes est noyée au fond de la Méditerranée.

Cette marche avait donc pour but d'aboutir à l'affirmation d'une Wallonie Région Hospitalière. Ce n'est pas chose facile. Ce n'est pas chose accomplie. Il est toujours compliqué d'en rallier d'autres que ceux qui sont déjà convaincus. Toujours compliqué de se confronter à la haine ou l'indifférence. Toujours compliqué de devoir accepter que les centres fermés sont toujours bien là, que les sans-papiers n'ont toujours pas de papiers. Mais cette marche aura rendu visibles les invisibles. Elle aura forcé les citoyens et ceux qui nous dirigent à ne pas détourner le regard. Elle aura rapproché et lié ceux qui se battent. Elle aura fait mûrir nos esprits et nos réflexions pour continuer la lutte ensemble, pour aboutir à de nouveaux moyens d'action. Et, plus que jamais, elle nous aura convaincu qu'ON NE LÂCHE RIEN.

La couverture végétale – la « couette » des continents
Au feu ! Nos forêts partent en fumée !

Christiane Herman

La couverture végétale, parlons-en ! Elle n'appartient à personne, bénéficie à tous et fait partie de nos Communs[1] ; pourtant ses bienfaits, difficilement comptabilisables, sont encore trop souvent ignorés. En fait, dans notre société capitaliste, elle est accaparée comme matière première alors qu'elle est indispensable à tous. Comment nous concerne-t-elle ? Rappelons le contexte général, l'élémentaire du fonctionnement des écosystèmes au niveau Terre, du local au global, de la mare à l'océan, de la bouse au continent.

Le **moteur** du climat, c'est le soleil, parfois trop chaud ; la **régulatrice** du climat, c'est l'eau, dont 97% est salée et couvre 71% de la surface de la Terre ; le **vecteur** du climat, c'est l'air, le vent qui amène les pluies, déplace les dunes, assèche les champs ; enfin la **temporisatrice** du climat, c'est la couverture végétale, que l'on mesure par le pourcentage de sol qu'elle recouvre, protège et « fabrique », que l'on évalue par le type et le nombre d'espèces de plantes qui la

1. Nos Communs : sol, air, eau, flore, faune, paysage, patrimoine et liens sociaux.

composent. Le climat est la résultante de ces quatre éléments en interaction (et[2]), dont l'un est vivant et ainsi notre seule voie d'action possible en cette période de changement climatique, et cela du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest, de Ouagadougou à Hoûte-si-Plout.

Elle sert à quoi ?

L'animal terrestre, quel qu'il soit, a besoin d'un support pour vivre, ne fût-ce que pour y déposer ses œufs et dans ce sens, l'air n'est pas un habitat, contrairement à l'eau[3]. C'est donc la couverture végétale qui donne l'épaisseur de la biosphère sur les terres émergées. L'épaisseur de la biosphère est de zéro sur le béton, 50 cm au-dessus d'un champ de pommes de terre[4], 30 m pour une forêt tempérée, 60 m pour une forêt tropicale. Le Continuum Sol-Plante-Atmosphère est un flux d'eau douce qui devrait être perçu comme une sorte de «sixième océan suspendu», qui humidifie l'atmosphère et dont l'élément central est vivant. Cette «couverture végétale» épouse les reliefs, fabrique les sols humifères[5] et de l'eau[6], freine le vent et l'érosion des terres, facilite l'approvisionnement des nappes phréatiques, fait de l'ombre, stocke le CO_2 et rejette l'O_2, respire comme tous les vivants, sert de support et d'aliment, donne fruits et fourrage, est autonome, en grande partie autosuffisante, capable d'attendre, de décroître, de se renouveler et se dupliquer ; elle est belle, colorée et totalement pacifique. Elle caractérise les milieux (forestiers, prairiaux ou désertiques – c'est-à-dire dominance de l'arbre, de l'herbe ou de «l'absence ») mais elle ne fonctionne jamais seule[7] et quand elle est absente, on parle de désert (de sable, de pierre ou de glace[8]). Cette « couette des continents » constitue l'essentiel de la rugosité du paysage qui tempère le climat ! Tempérer, c'est diminuer les fréquences et/ou les valeurs extrêmes, ici pour les paramètres mesurés en météorologie (température, précipitations, pression atmosphérique…), mais aussi ce qu'ils induisent : vitesse du vent, sécheresse, réflexion de la lumière, humidité, rosée, inondation, toits arrachés, sols lessivés ou cuits ou emportés ou brûlés ou stérilisés ou… Mais d'où viennent les sols arables, seuls cultivables, ces éponges qui retiennent l'eau ? « Les terres agricoles sont d'origine forestière »[9]. La couverture végétale est la constructrice des milieux terrestres ! Sans elle, ni sols arables, ni mammifères, ni reptiles, ni insectes, ni pollinisation, ni herbivores, ni chants d'oiseaux, ni fleurs,… comme sur la Lune, rien que cailloux et poussière.

Le cycle de l'eau

Zürcher attire l'attention sur les travaux de climatologues qui constatent « que ce ne sont pas les masses d'air en mouvement qui sont à l'origine du cycle hydrologique (modèle généralement admis jusqu'à ce jour) mais au contraire les changements de phase de l'eau dans l'atmosphère au-dessus des forêts qui provoquent le déplacement des masses d'air. En effet, l'eau nécessite une énergie considérable pour s'évaporer au-dessus de la forêt (600 calories par gramme), énergie qu'elle restitue sous forme de chaleur en haute atmosphère au moment de la condensation et de la formation des pluies. Ainsi l'impact extrême du rayonnement solaire au niveau de l'équateur est absorbé grâce à des écosystèmes riches en eau et en biomasse dans ces zones du globe. Parallèlement à cela la rapidité du processus de

2 "Et" évoque une interaction et l'impossibilité de peser les rôles des divers acteurs lorsque l'action de chacun est sous l'influence de l'autre. Dans la nature les interactions sont permanentes, les additions rares. Voir Albert Jacquard, L'équation du nénuphar - Les plaisirs de la science, Calmann-Lévy, Le livre de Poche, 1998.

3 Le cycle de vie complet des organismes pélagiques a lieu dans l'eau, indépendamment de tout support, tandis que dans l'air, bactéries photo-synthétiques et algues unicellulaires pourraient y vivre en permanence, mais seraient-elles capables de procréation dans l'air, de rencontres ?

4 En écologie, toutes mesures sont toujours des moyennes annuelles, donc les 50 cm du champ de pommes-de-terre incluent l'épaisseur moyenne du sol « vivant » et de la partie aérienne habitable ! Dans ce cas-ci, zéro en hiver pour la partie aérienne. C'est ce qui distingue une plante annuelle d'une plante pérenne. Par contre la surface d'échange et habitable de la couverture végétale est incommensurable que ce soit côtés racines ou tiges et ainsi augmente la surface au sol d'un facteur incommensurable !

5 Sol humifère = éponge qui retient l'eau.

6 Ernst Zürcher, *Les arbres entre visible et invisible, S'étonner, comprendre, agir*. Préface de Francis Hallé, Postface de Bruno Sirven, Actes Sud, 2016.

7 Marc-André Selosse, *Jamais seul. Ces microbes qui construisent les plantes, les animaux et les civilisations*. Postface de Francis Hallé. Actes Sud, 2017.

8 Sur les océans, l'épaisseur de la biosphère est limitée à la couche supérieure où pénètre la lumière permettant la photosynthèse mais le facteur limitant la photosynthèse en pleine mer est le manque de sels minéraux et cela, sur 60% de la surface de la Terre. C'est ainsi que 75 % de la surface de notre Terre seraient à ranger dans les écosystèmes désertiques en prenant la productivité très faibles des toundras (1,1 gr m.s. / m2 & an) pour définir ces milieux (voir PBI, 1974).

9 Gilles Lemieux et Céline Caron, « *Le bois raméal pour la régénération des sols agricoles et forestiers* », L'Écho MO n°19, septembre-octobre 1999, https://echo-mo.pagesperso-orange.fr/article_Echo_mo_19.pdf

La couverture végétale – la « couette » des continents

Au feu ! Nos forêts partent en fumée !

© Reiser, *on est pas dans la merde*, in L'écologie, Édition Glénat 2010

condensation par rapport à la lenteur de celui d'évapotranspiration crée une différence de pression avec effet d'aspiration. La forêts amazonienne fonctionne alors comme un gigantesque cœur hydrologique (biotic pump), attirant les masses d'air de l'Atlantique et les enrichissant en eau, pour effectuer une demi-douzaine de cycles d'évapotranspiration-précipitation... Dans ce contexte, les chercheurs mettent en évidence un autre phénomène essentiel : si une zone côtière est déforestée sur une largeur de 600 km ou plus, les masses d'air océanique humide ne peuvent plus gagner l'intérieur des terres, condamnant leurs forêts à y dépérir. » (Zürcher, 2016 : 18-20). Ceci montre clairement le rôle central de l'arbre et des forêts dans le fonctionnement de « l'organisme Terre ». De ce fait, à l'échelle humaine, l'arbre représente le levier qui permet d'agir pour le maintien ou même la restauration des fonctions vitales de notre planète.

Ces traités qui nous tuent

Le livre de Zürcher est sorti en septembre 2016, l'article de Bunyard (« *Without its Rainforest, the Amazon Will Turn to Desert* », The Ecologist) en mars 2015. Trois ans plus tard (*les Gilets Jaunes et les lycéens sont dans la rue*), Marc Dufumier[10] dénonce l'implication de l'UE dans le défrichement de l'Amazonie via l'ex gouverneur du Mato Grosso au Brésil devenu ministre de l'Agriculture du gouvernement Temer[11] et dénonce également l'association environnementaliste franco-brésilienne, Pro-Natura, le gouvernement français, qui autorise Total à importer 550 000 tonnes d'huile de palme d'Indonésie par an pour fabriquer des agro-carburants à la Mède dans les Bouches-du-Rhône (72-74), le CETA (signé en octobre 2016 et partiellement en vigueur) et ainsi que les tractations de l'UE avec le Mercosur[12] - autant de causes de désastres écologiques planétaires pour notre « énergie verte » ! Malgré tout , les responsables politiques, les experts, les technocrates persistent à ne pas voir que, pas plus que le soleil, l'eau et l'air, l'arbre et le sol ne seront jamais « propriété » ou « matière première à exploiter », qu'ils ne supportent plus notre avidité criminelle. Il est grand temps que tous les diplômés payés pour protéger nos Communs cessent de cautionner ces agissements criminels.

Des gardiens des communs

Face à l'urgence climatique, il faut que nous fassions appel aux paysans, que nous nous tournions vers l'agro-écologie et l'agroforesterie pour produire de l'alimentation saine et que nous replantions des arbres afin de restaurer les sols agricoles, les nappes phréatiques, la biodiversité et augmenter la résilience des milieux. Une approche facile à mettre en œuvre consiste à comparer des cartes topographiques d'un même territoire avant le déchainement technologique des années 1960 et actuellement. Nous pouvons aussi dresser un inventaire d'arbres remarquables. Ces méthodes permettent de mobiliser les citoyens en s'affranchissant de toute technocratie. Elle peut s'appliquer dans toutes les zones agricoles à restaurer (ZAAR), zones forestières « industrialisées » ou villes et villages à « végétaliser ». Face à la population de « hors-sol » que nous sommes devenus et à la brutalité des techniques, nous avons besoin de « Gardiens des Communs » dont la compétence sera directement proportionnelle à leur connaissance des personnes et des lieux. Leur rôle pédagogique sera capital pour fédérer la population locale autour de ces restaurations.

---

10 Marc Dufumier & Olivier Le Naire, *L'agroécologie peut nous sauver*, Actes Sud, Domaine du possible, mai 2019, p. 69

11 Un outil pour mesurer la perte en couverture végétale : la comparaison de cartes au 10000e tous les dix ans. C'est effrayant !

12 À nouveau l'agriculture d'ici servira de variable d'ajustement pour que l'on exporte armes, véhicules et produits de synthèse et que l'on importe des produits agricoles qui entraînent déforestations, pollutions, massacre de populations. (Notons qu'entre-temps l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur a été conclu fin juin 2019.)

N.B. : Une version plus complète de cet article, y compris les références bibliographiques des textes cités et utilisés, est consultable sur le site d'ATTAC Liège

Transhumanisme

Compte rendu Josiane Marquet

(Conférence de **Bernard Legros**, enseignant, essayiste et collaborateur à *Kairos*)

Si voilà plus de deux siècles qu'écrivains et philosophes mettent en garde contre les progrès techniques, le terme 'transhumanisme' apparait au début des années 1980. Il s'agit de dépasser la nature humaine par la technologie. Un trait récurrent chez les transhumanistes est la volonté de vaincre la mort, par exemple assurer sa survie en numérisant l'esprit sur un disque dur. Les hommes ont toujours eu besoin de récits qui les rassurent : après les dieux et les idéologies, ils se tournent vers le transhumanisme, un inquiétant mélange de science et de croyance.

Vers l'« illimitation »

Il s'établit une sorte de chronologie imaginaire : dans un premier temps, l'homme augmente ses facultés physiques, cognitives, spirituelles et morales ; dans un second temps, il va s'hybrider avec la machine, et par la suite, vers 2045, les machines pourraient prendre le contrôle et rendre l'homme surnuméraire. N'est-ce là que science-fiction ? Pas certain : les ordinateurs intègrent désormais les fonctions du cerveau humain.

Le transhumanisme est un mouvement protéiforme, mais où la recherche du profit est bien présente.

Quel contexte a permis pareilles dérives ?

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, et surtout après la chute du Mur de Berlin, le système économique s'est mondialisé et s'est tourné vers un ultralibéralisme sans vergogne, affirmant la nécessité d'informatiser sous couvert de «relancer l'économie et l'emploi'.

Le Manifeste des Transhumanistes parle de Droit : chacun fait ce qu'il veut de son corps. En matière de santé, nous n'avons pas de problème à accepter des prothèses de toutes sortes, qui feront de nous des 'hommes augmentés' ; mais jusqu'où peut-on aller dans cette 'augmentation' ?

Le mouvement s'inscrit dans le cadre de la domination des GAFAM, ces multinationales du Web qui exercent une emprise totalitaire sur le public et ont pour objectif de dominer, non seulement le marché du numérique, mais les États, voire de remplacer les banques.

Comment imposer cette idéologie en douceur ?

En invoquant la disruption (le progrès continuel), le droit à l'autoconservation, le désir de bien-être et de santé, la convergence des technologies scientifiques (nanotechnologies, biotechnologie, neurologie, technosciences, intelligence artificielle…), et bien sûr, par des moyens financiers (non seulement des mannes de fonds privés, mais également énormément d'argent public, surtout aux USA par l'intermédiaire de recherches pour l'armée).

Tous ces désirs d'augmentation et d'illimitation, pourraient, suivant certains, s'opérer SANS altération de la nature humaine tandis que d'autres acceptent une altération qui nous donnerait un humain mi-homme mi-machine (des cyborgs, ou organismes cybernétiques). Nous arrivons là à un véritable basculement de la pensée.

Il y a derrière ces idéologies des raisons éminemment politiques. On sent venir une nouvelle forme d'eugénisme, un darwinisme social. Cessons de penser à changer la société.

Que devient la démocratie ?

Ces projets sont antidémocratiques et anti-écologistes.

Nous trouvons, en premier lieu, des tendances libertariennes, ultralibérales, l'individu, rien que l'individu. Dans cette vision, « l'État est le problème, pas la solution ».

Antidémocratiques, ces idées court-circuitent le Politique par le marketing : nous subissons des innovations imposées par les entreprises sans avoir fait l'objet d'une décision démocratique. (Exemples : les téléphones portables et autres écrans, montres connectées qui régissent nos comportements.)

Le transhumanisme est opposé à la Déclaration universelle des droits humains, mais il veut obtenir des droits juridiques pour les robots.

Des résistances

Des philosophes (comme Michel Weber) veulent instaurer des limites à l'intelligence artificielle. Se servir d'objets connectés, c'est participer à l'avancée du post humanisme. Les « néo-luddistes » lancent un mouvement de déconnexion des technologies actuelles. Les « décroissants », les anti-industriels, les bio-conservateurs… etc.

Il faut prôner la désaliénation, résister à l'addiction aux écrans, refaire travailler nos facultés humaines, notre esprit critique, reprendre plaisir à la découverte par nous-mêmes. Notre hippocampe devient paresseux quand il écoute simplement les recommandations du GPS au lieu de faire des recherches sur une carte.

Il nous faut militer afin que la science soit au service de la vie et du bien-être collectif, et lutter contre ces recherches mortifères.

Inventer ou réinventer des institutions qui réguleront les prochaines avancées scientifiques et technologiques.

Vers une privatisation accélérée de l'enseignement

Michel Verbiest

En 1996 déjà, Christian Morrisson rédigeait le Cahier politique 13 de l'O.C.D.E. sous le titre : *La faisabilité politique de l'ajustement*. Il y expliquait comment un gouvernement peut mener une politique d'austérité sans soulever des mouvements d'opposition trop violents. Voici ce qu'il écrivait à propos de l'enseignement : Si l'on diminue les dépenses de fonctionnement, il faut veiller à ne pas diminuer la quantité de services, quitte à ce que la qualité baisse. On peut réduire, par exemple, les crédits de fonctionnement aux écoles et aux universités, mais il serait dangereux de restreindre le nombre d'élèves ou d'étudiants. Les familles réagiront violemment à un refus d'inscription de leurs enfants mais non à une baisse graduelle de la qualité de l'enseignement et l'école peut progressivement et ponctuellement obtenir une contribution des familles, ou supprimer telle activité.

Plus récemment, l'O.C.D.E. affirmait : Tous les élèves n'embrasseront pas une carrière dans le dynamique secteur de la « nouvelle économie ». En fait, la plupart ne le feront pas, de sorte que les programmes scolaires ne doivent pas être conçus comme si tous devaient aller loin.

On voit ainsi s'inscrire, sans la moindre ambiguïté, l'idée que l'enseignement, s'il doit continuer à s'adresser à tous, ne doit plus s'inquiéter de maintenir un niveau plus ou moins égal en qualité. Toutes les études montrent, évidemment, que tous les élèves n'ont pas les mêmes chances de réussir leur scolarité et que l'appartenance sociale joue un rôle prépondérant dans le choix des filières d'enseignement. Mais le discours officiel, qui se doit d'être politiquement correct, est tenu de proclamer la volonté d'établir l'égalité des chances pour tous.

Ce qui choque dans les propos de Morrisson et dans la déclaration de l'O.C.D.E., c'est l'aplomb et le cynisme avec lesquels l'inégalité scolaire est présentée comme une chose tout à fait normale et même positive. Dans la citation de Morrisson, relevons l'idée que certaines activités pourraient être supprimées ou financées par les parents. C'est, bien entendu, la porte ouverte à la privatisation totale ou partielle de l'enseignement.

Et cette privatisation, nous allons le voir, tend à se développer et à s'accélérer dans la plupart des pays.

En France

Selon un article de Laura Raim (Le Monde diplomatique, septembre 2018), des fonds d'investissement placent leur argent dans des écoles privées françaises. Les enseignants sont rémunérés par l'éducation nationale. Un contrat d'association avec l'État (en application de la loi Debré de 1959), permet à ces sociétés privées de facturer 6495 € par élève à charge des finances publiques. Le nombre d'écoles privées en France augmente de 4% par an.

Mais ces écoles privées ont également le droit de réclamer aux familles des frais de scolarité. Une petite recherche sur les sites de ces établissements montre des écarts de minerval énormes : de quelques centaines d'euros à plusieurs dizaines de milliers par an. Des photos montrant des châteaux somptueux dans des propriétés verdoyantes avec golf et tennis donnent à croire que les élèves qui y sont accueillis ne fréquentent pas la piscine municipale.

Mais la morale est sauve. Le contrat d'association stipule que ces établissements sont tenus d'accueillir tous les élèves. Une photocopie du compte en banque des parents tient vraisemblablement lieu d'examen d'entrée.

En Angleterre

Le précédent ministre des finances, George Osborne, avait annoncé la privatisation de TOUT l'enseignement public pour 2020. Philip Hammond (2016-2019) et Sajid Javid, qui lui ont succédé, semblent du même avis.

En Suède

La Suède a longtemps caracolé en tête des évaluations internationales des systèmes éducatifs. Violette Goarant a publié un article (*Monde diplomatique*, septembre 2018) intitulé : «Privatisation de l'école : le fiasco suédois». Elle décrit le processus qui a conduit à la dégradation profonde de la qualité de l'enseignement dans ce pays. Le gouvernement a décidé de donner aux parents ayant un enfant en âge de scolarité un "chèque scolaire" en même temps qu'était supprimé le système de carte scolaire assignant une école à chaque élève. Ce chèque de valeur unique permettait aux parents d'inscrire indifféremment leur enfant dans une école publique ou privée (Friskola). Bien entendu, l'école privée, cotée en bourse, pouvait réclamer des frais supplémentaires aux parents. C'est là que le système a dérapé. En acceptant de payer plus, les parents ont exigé que leurs enfants obtiennent de bons résultats. D'usagers d'un service public, ils sont devenus clients d'un service privé. Et comme le dit l'adage : le client est roi. Désignés comme seuls responsables des mauvais résultats obtenus par les élèves, les enseignants ont dû revoir continuellement leurs exigences à la baisse. Le système scolaire suédois s'est effondré dans les tests internationaux. Et Violette Goarant écrit : "En 2013, le groupe JB

Éducation, géré par une société de capital-risque danoise, fait faillite, en laissant sur le carreau 11 000 élèves et 1 600 employés".

Car, il faut bien le rappeler : seules les entreprises publiques sont tenues au respect de deux principes au moins : l'universalité et la continuité. L'universalité impose que le service doit être accessible à tous. La continuité signifie qu'un service ne peut être supprimé tant qu'il est utilisé par des usagers. Les entreprises privées mais aussi les entreprises publiques autonomes ne sont pas soumises à ces contraintes. La suppression de nombreux bureaux de poste en Belgique (Bpost) et d'un grand nombre de gares trop peu rentables (SNCB) est là pour le prouver.

La catastrophe suédoise n'a pas refroidi les ardeurs des promoteurs privés puisqu'ils se sont lancés, notamment, à l'assaut du Royaume-Uni, de l'État de New York, des Émirats, des Pays-Bas, de la Norvège, de l'Allemagne, de l'Inde et, tiens, tiens, ... de la Belgique (si l'on en croit Mme Cecilia Carnefeldt, directrice du groupe Kunsskapskolan Education, quand elle affirme, en septembre 2018 : "Des discussions sont actuellement en cours avec la Belgique").

En Communauté française de Belgique

Si les auteurs du pacte d'excellence nient farouchement que cette réforme ouvre la voie à la privatisation de l'enseignement, de nombreux éléments permettent de mettre en doute ce qu'ils avancent.

McKinsey

Cette firme, spécialisée dans la consultance en matière de gestion d'entreprises a été engagée pour "conseiller" les membres du groupe central chargé de rédiger l'avis sur lequel se baserait le pacte. Passons sur les conditions discutables de cet engagement peu regardant quant au respect de la législation sur les marchés publics. Quant à conseiller, il faudrait plutôt dire que Mc Kinsey a largement dirigé ces travaux (selon Eugène Ernst, de la CSC Enseignement, 75 % du travail du groupe central ont été dictés par McKinsey).

Il n'est donc pas étonnant que McKinsey ait imprimé un fort accent managérial à la future gestion de l'enseignement. Une gestion contractuelle où les contrats d'objectifs imposés aux écoles ressemblent aux contrats de gestion en cours dans les entreprises publiques autonomes (RTBF, Proximus, Bpost, SNCB,...)

Quant au financement de McKinsey, il a été pris en charge quasi intégralement par deux «mécènes» privés : la Fondation Baillet Latour et la Fondation Libeert. Une petite recherche sur Internet permettra au lecteur de connaître une bonne partie des entreprises qui alimentent ces fondations, parmi lesquelles, INBEV (sic !) mais aussi d'autres dont les comportements aux plans fiscal et environnemental sont loin d'être exemplaires.

La Communauté française transformée en O.I.P.

Récemment, le Parlement de la Communauté a voté un décret transformant l'enseignement officiel public organisé par la Communauté en un organisme d'intérêt public (O.I.P.) de type B. Cet enseignement public par excellence est ainsi devenu une structure assez semblable aux entreprises publiques autonomes telles que celles citées plus haut. Les événements intervenus il y a peu chez Proximus montrent à suffisance quel pouvoir a encore l'autorité publique dans ce genre de société.

Cellule opérationnelle

Une cellule opérationnelle a été mise en place pour assurer la conduite générale de la mise en œuvre du pacte. Sur onze personnes recrutées, UNE SEULE a une expertise en matière de politique éducative. Les autres sont des juristes, des financiers, des managers. Comment croire que le pacte est vraiment une réforme pédagogique ?

Partenariats Public Privé

Un décret de novembre 2016 autorise les pouvoirs publics à établir des partenariats avec le privé en matière d'enseignement. Il est fort probable que ces P.P.P. vont se multiplier pour faire face à la forte croissance démographique scolaire actuelle.

François Cusset (historien des idées) a clairement démontré le processus systématique propre à ce type de partenariat :

→ On réduit les moyens d'un service public en arguant qu'il n'est pas possible de faire autrement.
→ On fait appel au privé pour apporter un soutien au service.
→ On privatise les activités rentables et on socialise les activités déficitaires.
→ On constate l'inefficacité du public que l'on abandonne progressivement.
→ Le service est entièrement privatisé et les activités déficitaires supprimées.

L'école, cible parmi d'autres de la privatisation

Ce mouvement généralisé de privatisation ne touche pas que l'enseignement. Il concerne aussi la Justice, la Santé, la Sécurité publique, la Sécurité sociale. Cette privatisation nous conduit vers une société duale où il ne sera plus question de classes mais de castes sociales.

L'AGENDA D'ATTAC LIÈGE

https://liege.attac.org/agenda/

Mardi 15/10, 19h30
Repair class « D'autres banques ? Pourquoi NewB est nécessaire », avec Nicolas Franka,
rue du Beau-Mur, 50 à 4030 Liège

Jeudi 24/10, 19 h.
Clim'attac *L'Illusion verte*, de Werner Boote
Salle Lumière, ULiège pl. du 20-Août

Samedi 26/10, 10-13 h.,
« Réseaux numériques et information : danger pour la démocratie ou danger de la démocratie ? »
avec **Jean-Jacques Jespers**,
Cercle Leonardo Da Vinci, rue Cockerill 86, 4100 Seraing

Dimanche 27/10, 15 h.
Représentation de la pièce *Combat de pauvres*,
débat avec Daniel Puissant,
Centre culturel d'Ans, place des Anciens Combattants 1

Mercredi 30/10, 20 h.
Rentrée associative des **Grignoux**
Ken Loach *Sorry, we missed you*,
cinema Le Parc, rue Carpay, Droixhe

Lundi 4/11, 19h30-21h30,
Réunion de préparation, rue du Beau-Mur, 50 à 4030 Liège

Mardi 5/11, 19h30
Groupe de lecture
Lire ensemble le *Manifeste pour un nouvel internationalisme des peuples en Europe* qui se trouve en ligne à l'adresse https://frama.link/ReCommonsEurope
rue du Beau-Mur 50, 4030 Liège

Jeudi 7/11, 19h.
Clim'attac *Thermostat climatique*,
Salle Lumière, ULiège pl. du 20-Août

Vendredi 8/11, 19h30,
conférence du **mpoc** Olivier Rouzet,
«Le progrès contre les citoyens»,
Salle Lumière, ULiège pl. du 20-Août

Samedi 9/11, 10-13 h.,
Ciné-débat *Le meilleur suffit* (histoire des coopératives),
débat avec Micheline Zanatta,
Cercle Leonardo Da Vinci, rue Cockerill 86, 4100 Seraing

Vendredi 15 et samedi 16/11
Foire du livre politique
Cité Miroir

Mardi 19/11, 19h30
Repair Class « D'autres monnaies, lesquelles ? »
avec Nicolas Franka,
Rue du Beau-Mur, 50 à 4030 Liège

Jeudi 28/11, 19 h.,
Clim'attac Le temps des forêts,
Salle Lumière, ULiège pl. du 20-Août

Lundi 2/12, 19h30-21h30,
Réunion de préparation, rue du Beau-Mur, 50 à 4030 Liège

Jeudi 5/12, 19h.
Clim'attac *La terre vue du cœur*,
Salle Lumière, ULiège pl. du 20-Août

Vendredi 6/12, 12-14
Justice fiscale avec le Grand Saint Nicolas

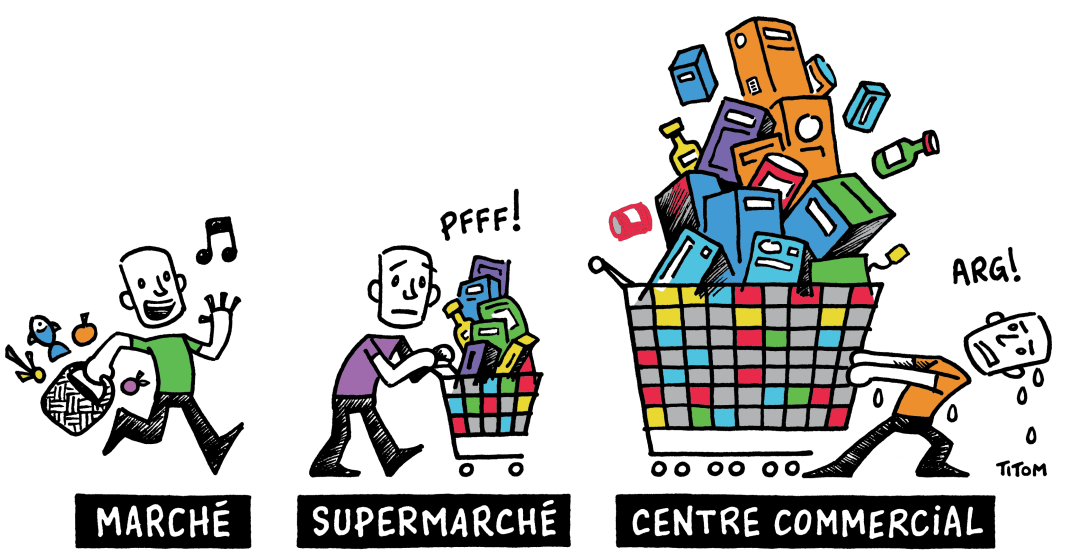
Samedi 7/12, 10-13 h.,
Les traités dits de libre échange, avec Didier Palange
Cercle Leonardo Da Vinci, rue Cockerill 86, 4100 Seraing

Mardi 10/12, 19h30,
Repair class « Qui produit en Wallonie ?
le rôle des multinationales (Lhoist, AliBaba…) »
avec Eric Nemes, Beau-Mur

Jeudi 19/12, 19 h.
souper + courts métrages Clim'attac,
rue du Beau-Mur, 50 à 4030 Liège

SOMMAIRE

Édito	p. 2
Haro sur la Libra	p.3
Migrations libres !	p.5
La couverture végétale	p.6
Transhumanisme	p.8
Privatisation de l'enseignement	p.10
Agenda	p. 12



Impression Idécopy Liège — Réalisé sous Scribus, logiciel libre / Thierry Wesel / Avec le soutien de la Fédération Wallonie Bruxelles

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES